

«L'Algérie est forte avec son peuple et sûre avec son armée»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4723 - Jeudi 7 mars 2019 - Prix : 10 DA

Nouveau stade de 50 000 places de Tizi Ouzou
Les travaux concentrés sur
la pelouse après achèvement
de la pose de la toiture

Page 4

Le département de Benghebrit rassure

Les examens de fin d'année ne seront pas reportés

Page 3

Guaido ne laissant plus le choix à Maduro

Par Mohamed Habili

Le retour triomphal du président autoproclamé du Venezuela Juan Guaido à Caracas, lundi dernier, pourrait bien avoir enclenché par la même occasion le véritable début du compte à rebours de ce qu'il reste de temps à vivre pour le régime chaviste incarné par Nicolas Maduro. Dans un seul cas, ce ne le serait pas : dans la mesure où Guaido est arrêté en dépit de tout, formellement pour répondre de l'infraction de la disposition juridique lui interdisant la sortie du territoire national, comme annoncé précédemment par le président Maduro en guise d'avertissement. Si le chef de l'opposition n'avait pas bravé cet avertissement, s'il s'était par exemple proclamé président en exil, c'en aurait été fini du mouvement anti-chaviste dont il est devenu le chef par suite de sa première proclamation. Au regard de la loi vénézuélienne, Guaido n'est pas coupable d'être retourné dans le pays mais de l'avoir quitté. Il faut dire que son retour a été précédé d'une menace très claire de la part des Etats-Unis, à l'adresse des autorités vénézuéliennes, leur spécifiant qu'il leur en cuirait s'il était arrêté ou s'il lui arrivait quelque chose. La question se pose évidemment de savoir si ce n'était pas cette mise en garde américaine qui avait rendu possible le retour en fanfare de Guaido. Auquel cas, on peut dire que l'intervention américaine a déjà commencé, même si aucune concentration de forces n'a encore été signalée quelque part autour du Venezuela.

Suite en page 3

Coopération judiciaire algéro-espagnole

La ressource humaine au cœur d'un accord entre Louh et Delgado



Ph/E. Soraya J. A.

Un mémorandum d'entente a été paraphé hier matin par Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux et son homologue espagnole, Dolores Delgado, en vue de conforter l'échange des connaissances et d'expériences dans les domaines juridique et judiciaire, et ce, dans le respect des intérêts des deux pays. Lire page 2

Lancement de l'opération de paiement le 11 mars

Le coût du Hadj 2019 fixé à 565 000 DA

Page 2

Inauguration à Alger

Expo : «Héritages culturels immatériels en Afrique»

Page 13

Coopération judiciaire algéro-espagnole

La ressource humaine au cœur d'un accord entre Louh et Delgado

■ Un mémorandum d'entente a été paraphé hier matin par Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux et son homologue espagnole, Dolores Delgado, en vue de conforter l'échange des connaissances et d'expériences dans les domaines juridique et judiciaire, et ce, dans le respect des intérêts des deux pays.

Par Lynda Naili

Pour le premier responsable du secteur, cet échange se traduira par la mise en place de moyens de coopération et par l'échange d'informations et d'expériences, notamment dans l'élaboration de programmes de formation pour les personnels du secteur de la Justice, ainsi que les méthodes d'enseignement à distance et d'autres questions liées à la modernisation du secteur de la justice, aux domaines de la lutte contre la corruption, la cybercriminalité et le crime organisé. De ce fait, poursuivra le ministre de la Justice, «ce mémorandum établira une coopération dans le domaine de la formation initiale des magistrats et des personnels du secteur de la Justice, ainsi que la visite réciproque d'experts, et l'organisation de séminaires et de conférences sur des thèmes d'intérêt commun».

«Ce cadre institutionnel permettra également aux deux parties d'établir des relations de coopération juridique et judiciaire dans tout autre aspect commun pour la mise en œuvre du mémorandum, sont désignés points focaux du côté algérien la direction de la coopération juridique et judiciaire et du côté espagnol, la direction générale pour la coopération juridique internationale, relations avec les cultes et des droits de l'homme, et en cas de besoin, les parties peuvent développer un mécanisme de suivi et d'évaluation du mémorandum», précisera Louh. Pour Tayeb Louh, «ce mécanisme de coopération traduira clairement les efforts ardues accordés à la ressource humaine, qui constitue l'un des objectifs principaux du processus de



Photo: Soraya L. A.

réforme du secteur de la Justice initié par le Président Bouteflika, garantissant la promotion sans précédent de la ressource humaine à travers une formation efficace et adéquate».

Laquelle promotion de la ressource humaine «se doit d'accompagner les évolutions profondes et multiples que connaît la société algérienne», et d'améliorer la qualité des prestations de service du secteur de la Justice». Le tout, relèvera-t-il, dans l'objectif de «protection des droits et des libertés» ainsi que celui du «renforcement de l'Etat de droit et celui de l'indépendance du pouvoir judiciaire garantissant les droits et libertés des citoyens et semant la confiance dans les sociétés». En outre, enchaînera Louh, cette

signature s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération institutionnelle entre les deux ministères ainsi que celui du parachèvement du cadre conventionnel liant les deux pays, à savoir les trois conventions judiciaires relatives à l'entraide judiciaire dans les domaines civil et commercial, pénal et l'extradition des criminels. D'autant plus soulignera-t-il, que la région du bassin méditerranéen fait face à de nombreux défis qui nécessitent l'unification des points de vue des pays de la région en vue de relever ces défis, particulièrement ceux de la lutte contre le terrorisme et du crime organisé qui constituent dira-t-il «un danger pour la sécurité et la stabilité, voire même pour la démocratie».

«Nos deux pays liés par des relations de coopération historiques et multidimensionnelles en perpétuel confortement, sont certes des partenaires stratégiques sur les plans politique et économique, mais aussi le plan humain et humanitaire». Rappelant entre autres, «la journée commémorative du 80^e anniversaire de l'arrivée le 5 mars dernier à Oran des réfugiés espagnols fuyant il y a quatre-vingt ans (1939) les exactions du fascisme en Espagne, et qui marque la solidarité de la population algérienne avec le peuple espagnol dont bon nombre de personnalités ont participé à la révolution algérienne de Libération». Pour sa part, Dolores Delgado, ministre de la Justice espagnole, soulignant «les liens fraternels et historiques

en l'Espagne et l'Algérie qui partagent un passé et un avenir communs», estimera que «la coopération entre les deux pays, notamment dans le domaine judiciaire, se doit d'être renforcée davantage, particulièrement en matière de lutte contre l'extrémisme des groupes terroristes, la corruption, la drogue et le blanchiment d'argent». Un renforcement qui estimera-t-elle, devra se traduire par «de nouveaux mécanismes qui viendront consolider ceux déjà existants entre les deux pays». «La priorité aujourd'hui, est d'approfondir les mécanismes permettant un meilleur échange d'informations, d'expériences et de recherches au profit des deux pays». L. N.

Lancement de l'opération de paiement le 11 mars

Le coût du Hadj 2019 fixé à 565 000 DA

Selon l'Office national du pèlerinage et de la omra «les hadjis concernés par la saison du hadj 2019 sont appelés à s'acquitter de la totalité du coût du hadj, fixé à 565 000 DA, billet d'avion inclus, et ce, au niveau des filiales de la Banque d'Algérie à travers toutes les wilayas du pays».

En effet, l'Office national du pèlerinage a précisé que lors de l'opération de paiement du coût du hadj qui a connu une légère augmentation cette année fixée à 565 000 DA, les hadjis doivent être munis d'une attestation de succès au tirage au sort, du passeport biométrique et d'un certificat médical ajoutant que le lancement de cette opération débutera le 11 mars et s'étalera jusqu'au 11 avril 2019. En outre, l'Office national du pèlerinage et de la omra a appelé les hadjis

algériens désirant voyager avec des agences de tourisme et de voyages à s'assurer que celles-ci figurent sur la liste des 42 agences agréées pour l'organisation du Hadj 2019, a indiqué un communiqué de l'Office. Les hadjis peuvent vérifier la liste sur le site électronique de l'Office www.onpo.dz, a ajouté la même source. A rappeler que pour les prochaines saisons du pèlerinage, les frais du Hadj et du billet d'avion seront payés en une seule tranche au niveau de la Banque d'Algérie, les services d'Air Algérie devant prélever leurs droits directement auprès de la Banque d'Algérie. De son côté, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, avait expliqué que le coût du Hadj pour la saison 2019 ne connaîtra pas de flambée mais seulement une légère hausse,

suite à la décision des autorités saoudiennes d'augmenter les frais de transport de plus de 300%. Le ministre avait en outre assuré qu'en dépit des efforts consentis et des résultats réalisés, «les problèmes liés à la saison du Hadj n'ont pas été entièrement résolus» rappelant que le coût du hadj pour la saison 2018 a été fixé à 525 000 DA, le prix du transport aérien inclus. Concernant les visas de la omra, le ministre avait précisé que le nombre des visas délivrés cette année a enregistré «un recul important», en raison de la procédure relative au système d'empreinte génétique, imposée par les autorités saoudiennes. L'ambassade du royaume d'Arabie saoudite à Alger avait ouvert 7 centres spécialisés dans le système d'empreinte génétique, renforcés, à la

demande du ministère, par 7 autres centres répartis à travers les wilayas du Sud, a-t-il dit. «La cadence de la délivrance des visas s'accélère grâce à l'ouverture de ces centres», avait rassuré Aïssa, annonçant la préparation de l'acheminement des équipages du système d'empreinte génétique au profit des hadjis des régions éloignées. Pour sa part, le directeur de l'Office national du hadj et de la omra, Youcef Azzouza, a rappelé qu'«une délégation ministérielle s'est rendue récemment en Arabie saoudite pour examiner certaines questions relatives aux récentes augmentations des tarifs de transport à La Mecque et à Médine», ajoutant qu'elle avait apporté «des réponses favorables», rappelant «la réunion interministérielle tenue récemment pour l'examen de

certain aspects relatifs au coût du hadj». Cette conférence de sensibilisation, première du genre, tend à mettre en place un plan unifié à même de valoriser les différents efforts et initiatives dans le but de promouvoir l'organisation du hadj conformément aux orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Ces programmes seront réalisés par les chefs de service et les chargés de communication au niveau des directions de wilaya des affaires religieuses et des wakfs, mais aussi via la caravane nationale du hadj et le Salon national du hadj, outre les différentes émissions et programmes radiophoniques et télévisés ainsi que l'action des mosquées consistant en la sensibilisation des hadjis.

Thinhinene Khouchi

Gaïd Salah à l'Académie militaire de Cherchell

«L'Algérie est forte avec son peuple et sûre avec son armée»

■ L'Armée nationale populaire (ANP) «restera toujours le gardien loyal des intérêts suprêmes de la patrie dans le respect de la Constitution et des lois de la République», a affirmé le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP, lors d'une visite de travail et d'inspection à l'Académie militaire de Cherchell.

Par Khelil N.

«Soyez sûrs que l'ANP, consciente des problèmes sécuritaires que connaissent certains pays de notre environnement géographique proche et lointain, connaît pertinemment les dessous et les dimensions de tout ce qui se passe autour de nous, avec tout ce que cela représente comme risques et menaces sur notre pays qui demeure ciblé par ses ennemis, et tant envié pour le bienfait de la sécurité dont jouit son peuple. Cette conscience au sein de l'ANP fait d'elle une armée éveillée et vigilante. Une armée qui restera toujours le gardien loyal des intérêts suprêmes de la patrie conformément à la Constitution et aux lois de la République», a-t-il déclaré mardi, lors d'une rencontre tenue à l'Académie militaire de Cherchell «Le Dément Président Houari-Boumediène». Gaïd Salah a soutenu, dans son allocution prononcée devant les cadres et les stagiaires de l'Académie, que l'armée algérienne «saura, grâce à l'aide d'Allah, être à la hauteur de la responsabilité qu'elle est appelée à assumer dans toutes les conditions et les circonstances», soulignant que «tout le monde sait que l'Algérie est forte avec son peuple et sûre avec son armée». Le vice-ministre de la Défense nationale a rappelé, à l'occasion, les engagements de l'ANP et son entière disposition à réunir les conditions de sécurité qui permettront au peuple algé-

rien de s'acquitter de son devoir et exercer son droit électoral dans un climat de sécurité et de quiétude. «L'Algérie s'appête à accueillir une importante échéance nationale et tout le monde sait qu'au sein de l'ANP et de l'ensemble des autres corps de sécurité, nous sommes résolument engagés à garantir à l'Algérie et à cet événement toutes les conditions de sécurité nécessaires afin de permettre à notre peuple d'exercer son droit et son devoir de vote dans un climat de sérénité, de quiétude et de stabilité», a-t-il encore affirmé, estimant que «telle est la lourde responsabilité nationale que tout un chacun devra assumer». Par ailleurs, lors de cette rencontre tenue en compagnie du général-major Saïd Chengriha, commandant des Forces terrestres, du général-major Ali Sidane, commandant de la 1^{re} Région militaire et du général-major Belkacem Bouafia, commandant de l'Académie, Gaïd Salah a mis l'accent sur la grande importance qu'accorde le Haut Commandement de l'ANP au système de formation en général et à l'Académie militaire de Cherchell en particulier. Le général de corps d'Armée a rappelé, à ce titre, les efforts fournis, sans cesse, pour le développement de toutes les composantes de l'ANP, mettant l'accent sur «le lien fort entre le peuple et son armée qui ne cesse de se raffermir jour après jour». «Au regard de cette lourde responsabilité qui lui est assignée, et tenant compte des impératifs de l'ac-



complissement des nobles missions qui lui incombent, vous devez être conscients, voire fiers que l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, poursuivra le processus de développement du corps de bataille, et œuvrera inlassablement et sans répit à organiser ses différentes composantes et à promouvoir ses capacités humaines et matérielles, pour constituer ainsi un système dont les composantes sont complémentaires, cohérentes et aux actions coordonnées, afin que le peuple algérien puisse s'enorgueillir de ses fils dans l'ANP et compter sur eux», a-t-il martelé. (...) «Ces

liens nous motivent davantage à aller de l'avant avec détermination et persévérance afin de perpétuer le message de Novembre, et préserver le legs des valeureux chouhada, à qui nous devons rendre hommage et honorer le serment de ceux qui, hier, ont arraché la liberté de leur patrie au prix de leurs vies, et de ceux qui ont fait offrande de leurs âmes et sang pour la stabilité et la sécurité de l'Algérie en répondant à l'appel du devoir national», a-t-il encore affirmé.

K. N./APS

Le département de Benghebrit rassure

Les examens de fin d'année ne seront pas reportés

En réponse aux syndicats qui réclament déjà le report à cause de la situation politique exceptionnelle que vit actuellement le pays, le département de Nouria Benghebrit tient à rassurer que les examens de fin de l'année scolaire auront bien lieu à la date prévue. Selon Medjadj Messague, inspecteur général au ministère de l'Éducation, «les examens de fin d'année se tiendront bien, selon le calendrier préalablement arrêté par le ministère», a-t-il assuré hier sur les ondes de la radio. Pour lui, «l'école n'est pas un espace de l'exercice d'activités politiques», insistait que «les examens se tiendront à la date arrêtée». Par ailleurs, l'examen du baccalauréat ne connaîtra pas de changement, comme cela était prévu. Le projet n'entrera en vigueur qu'en 2021, comme l'avait

annoncé la première responsable du secteur de l'Éducation nationale, qui a précisé qu'avant de mettre en vigueur la réorganisation de l'examen du bac, il faudra d'abord commencer par l'évaluation des élèves de la deuxième année secondaire. Ce qui ne pourrait se faire qu'en 2020, puisque dans le projet de la réorganisation du bac, les notes de la deuxième année secondaire seront prises en considération dans l'examen du bac dans le cadre de l'évaluation continue. Pourtant, au début de l'année scolaire 2018, la ministre de l'Éducation avait annoncé que la réorganisation du bac sera appliquée à partir de la rentrée scolaire 2019-2020. Mais avant, le projet sera expliqué à la société à partir de cette année. Selon la ministre, les principaux axes de la réforme de l'examen

du baccalauréat a nécessité beaucoup de réflexion et d'intenses débats. Son ministère avait présenté des propositions relatives à la réforme de l'examen du baccalauréat. Ces propositions, formulées à l'issue d'un atelier national portant sur ce thème et des réunions entre les représentants du ministère et les partenaires sociaux, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, consistent notamment en la réduction du nombre de jours de l'examen de 5 à 3 avec deux matières par jour, de la méthode de correction, de notation et d'évaluation, du coefficient et du principe de graduation dans la réforme. Il était également question d'apporter des modifications au guide adopté pour l'évaluation des sujets des examens,

dans le but d'améliorer la qualité des sujets proposés dans les examens nationaux, dont le baccalauréat. Ce guide sera une référence à même de soumettre les sujets proposés à certains objectifs et normes en adéquation avec le contenu des programmes scolaires. Les dates des examens de fin d'année des trois paliers, à savoir le baccalauréat, le Brevet d'enseignement moyen (BEM) et l'examen de la 5^e année du cycle primaire ont été communiquées par la première responsable du département de l'Éducation. S'agissant de l'examen du baccalauréat, il s'étalera sur cinq jours, soit du 16 au 20 juin 2019, et concernera six filières, à savoir Littérature-philosophie, Langues étrangères, Sciences expérimentales, Mathématiques, Techniques-mathématiques et Gestion-éco-

LA QUESTION DU JOUR

Guido ne laissant plus le choix à Maduro

Suite de la page une
Toujours est-il que le président autoproclamé a appelé ses partisans à manifester massivement samedi prochain, et cela à peine avait-il foulé de nouveau le sol de son pays. Ce qui dit assez que sa tournée en Amérique latine n'a pas été vaine, qu'elle l'a au contraire remonté à bloc, achevé de le convaincre de la solidité de l'engagement à ses côtés des pays qui l'avaient reconnu. A Caracas, à sa descente d'avion, il n'y avait pas que la foule de ses partisans qui l'attendait, mais également quelques représentants de la cinquantaine d'Etats pour qui il est le président légitime du Venezuela. Notons l'aberration : un président autoproclamé recevant l'onction de la légitimité non pas de son peuple, le seul pourtant à disposer de ce pouvoir, mais d'Etats étrangers, dont les plus puissants n'appartiennent même pas au continent. Il ne restait à Nicolas Maduro qu'à appeler à son tour ses propres partisans à faire de même, à lui apporter leur soutien par des rassemblements se tenant le même jour, samedi 9 mars, et probablement au même moment de la journée, que ceux de l'opposition. Il aurait pu fixer un autre jour pour ce faire, le lendemain dimanche par exemple. Mais dans ce cas il s'interdit de donner à voir au monde la disproportion qu'il y a entre ses forces et celles de Guaido. En fait, le débat au Venezuela n'en est plus du tout à ce genre de considérations. Tant que Guaido se trouvait à l'étranger, la dualité du pouvoir, caractéristique d'un bouleversement politique majeur, s'était effacée dans une large mesure. Un président autoproclamé en voyage à l'étranger, et dans l'incapacité de retourner dans le pays, c'est la crise vénézuélienne qui pour ainsi dire se démentait elle-même. Mais voilà que le proscrit Guaido débarque à Caracas avec non pas la police qui l'attend au pied de la passerelle mais une foule enthousiaste et des ambassadeurs accrédités dans le pays. Cette atteinte à son autorité, le président Maduro ne peut pas l'effacer par des manifestations, aussi grandioses soient-elles, mais par la seule arrestation de Guaido.

M. H.

nomie. L'ensemble des épreuves débuteront à 08h30 pour toutes les filières et celles de l'après-midi débuteront à 15h, alors que certaines épreuves se termineront à 18h30.

Louiza Ait Ramdane

Nouveau stade de 50 000 places de Tizi Ouzou

Les travaux concentrés sur la pelouse après achèvement de la pose de la toiture

■ La pose de la charpente de soutien de la toiture vient d'être achevée. Néanmoins, sa livraison annoncée précédemment pour avril prochain, pourrait à nouveau être repoussée.

Par Hamid Messir

Une réunion de suivi du projet du nouveau stade de 50 000 places de Boukhalfa (Tizi Ouzou) s'est tenue mardi au siège de la wilaya en présence du chef de l'exécutif, du directeur local de la jeunesse et des sports, des responsables des entreprises réalisatrices et du bureau d'études, ont indiqué les services du wali dans un communiqué.

«Suite au rapport exhaustif présenté par le DJS concernant le taux d'avancement des travaux pour chaque partie du projet, le



wali a instruit l'entreprise réalisatrice à l'effet de doubler la cadence des travaux et renforcer les effectifs pour réceptionner cette infrastructure d'envergure dans les délais impartis», lit-on dans le même document.

Il est à noter par ailleurs que les travaux du projet du nouveau stade de Tizi Ouzou sont actuellement concentrés au niveau de

la pelouse en attendant la réception des sièges, selon des sources proches du maître de l'ouvrage.

Alors que la pose de la charpente de soutien de la toiture vient d'être achevée, néanmoins sa livraison, annoncée précédemment pour avril prochain, pourrait à nouveau être repoussée pour différentes raisons dont

la procédure d'importation de certains matériaux et composants, selon des sources concordantes sans compter d'autres contraintes.

Le taux d'avancement du chantier du stade a atteint actuellement plus de 75%.

Le projet d'hôpital de Souk El Thenine

dégel en attendant le second CHU

Le projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits dans la daïra de Maatkas vient d'être dégelé, a annoncé hier l'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi Ouzou. La structure hospitalière en question sera implantée dans la commune de Souk El Thenine. Longtemps réclamé par les populations de cette région estimée à plus de 30 000 habitants, les autorités centrales viennent ainsi de répondre favorablement en procédant au dégel dudit projet inscrit depuis des années. Une demande réitérée à l'occasion de la récente visite du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans la wilaya. Les habitants de la wilaya de Tizi Ouzou ne perdent pas ainsi espoir de voir ce dégel toucher les projets d'un second CHU, du complexe mère-enfant dont les assiettes de terrain devant les abriter ont été localisées au niveau du nouveau pôle urbain de Oued Fali (sortie ouest de la ville de Tizi Ouzou).

H. M.

À partir d'aujourd'hui

Festivités amazighes du tourisme et de l'artisanat à Djanet

Des festivités amazighes du tourisme et de l'artisanat seront organisées à Djanet du

jeudi au lundi prochain, dans le cadre de l'accord de coopération entre le ministère du

Tourisme et de l'Artisanat et le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), a indiqué mercredi un

communiqué du ministère. La manifestation se déroulera également avec le soutien du wali d'Illizi et du wali délégué de Djanet, au Centre national supérieur de la formation professionnelle (CNSFP) de Djanet, a précisé la même source.

Outre le séminaire animé par un panel d'universitaires et des professionnels du tourisme et de l'artisanat intitulé «l'artisanat: identité, culture, et économie», se dérouleront deux ateliers autour de «la traduction du portail électronique du ministère du Tourisme et de l'Artisanat», ainsi que «la codification du timing

pour l'amazighisation de l'environnement». L'ouverture des travaux se fera jeudi matin au CNSFP, par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, et le secrétaire général du HCA, Si El-Hachemi Assad.

En parallèle à ces festivités, sont organisées des expositions d'artisanat et des animations variées qui se dérouleront à travers plusieurs escales, sous l'égide du mouvement associatif culturel de Djanet, d'Ihrir et d'Illizi.

Ouali T.

Amimour au sujet de l'accident d'avion au Vietnam

Les journalistes algériens décédés «méritent un meilleur hommage»

Les journalistes algériens Layant péri, il y a 45 ans en mission de travail, dans l'accident d'avion au Vietnam, ont droit à un meilleur hommage, car considérés comme étant des «martyrs du devoir national», a plaidé mercredi à Alger, le chef de la délégation de cette mission, Mahieddine Amimour. «Les journalistes ayant péri dans l'accident d'avion au Vietnam ont droit à un meilleur hommage. Il n'existe aucune salle en leurs noms qui sont également absents sur la stèle érigée à la place de la Liberté de la presse alors qu'ils étaient des martyrs du devoir national, au même titre que ceux qui y figurent», a déploré M. Amimour, lors de son passage au Forum du quotidien «El-Moudjahid». En visite de travail à la République du Vietnam, le président Houari Boumediene avait désigné ce dernier à la tête de la délégation des journalistes en mission de couverture de l'événement, en sa qualité de Conseiller à la Communication, a-t-il rappelé, avant de noter que «seul un boulevard» dans la commune de Hydra (Alger), baptisé «Les Martyrs du Vietnam», rappelle ce tragique événement ayant «coûté la vie aux meilleurs

enfants de l'Algérie». «Ce serait le moindre des droits à l'égard de ceux qui se sont sacrifiés pour le pays, dans une mission politique où ils étaient partie prenante», a-t-il poursuivi, avant de souligner «le choc émotionnel» qui avait submergé feu Boumediene pour les avoir «tous connus et suivi leur travail», notant qu'à l'époque, les journalistes étaient «les personnes les plus proches» du chef de l'Etat. «Houari Boumediene avait tenu à accueillir lui-même leurs dépouilles à leur arrivée à l'aéroport d'Alger. Là, je l'ai vu verser des larmes», a encore témoigné M. Amimour, soulignant «l'impact» de cet événement sur le plan politique national, à savoir les décisions prises les mois suivants par l'ancien président, citant notamment le référendum sur la Charte nationale puis la Constitution de 1976. Ancien journaliste à «El-Moudjahid», Mahmoud Boussoussa a tenu à rendre hommage à ses confrères décédés au Vietnam dont il a rappelé tous les noms: Il s'agit de Saleh Dib, Abderrahman Kahwadij, Mahmoud Midate, Mustapha Kaboub, Abdelkader Bouhnia, Mohamed Bekai, Laaredj Boutrif, Rabah Haned,

Sebti Mouaki (Télévision algérienne). L'agence Algérie Presse Services (APS) avait perdu deux représentants, à savoir Ahmed Abdelatif (journaliste) et Mohamed Taleb (photographe). Mohamed Sahraoui, Tayeb Harket, Djilali Djedar, Mohamed Attal représentait d'autres organes médiatiques publics. L'intervenant s'est souvenu, qu'eu égard à la violence de l'accident, il a fallu quatre jours à l'équipe médicale vietnamienne pour identifier les corps des victimes et que d'autres difficultés sont apparues pour procéder au rapatriement des dépouilles vers l'Algérie pour y être enterrées. Le 8 mars 1974, l'avion militaire qui transportait la délégation de journalistes nationaux et vietnamiens, en provenance de l'aéroport international de Hanoi, a percuté violemment des arbres au niveau du tarmac de l'aéroport militaire de la même ville et à partir duquel il devait regagner Alger, au terme de la visite présidentielle. Aux côtés des quinze journalistes et assimilés algériens, neuf journalistes vietnamiens et trois membres de l'équipage y avaient également trouvé la mort.

Younès F.

Présidentielle 2019

La Ligue arabe va envoyer une mission d'observation

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Abou El-Ghit, ont signé mercredi au Caire un accord portant sur l'envoi d'une mission d'observation pour l'élection présidentielle du 18 avril prochain, apprend-on auprès du ministère des Affaires étrangères. «(...) la Ligue des Etats arabes a accédé à la demande algérienne de participer à l'observation internationale de l'élection présidentielle, en marquant l'intérêt qu'elle porte pour la réussite de ce rendez-vous important», selon la même source qui précise que MM. Messahel et Abou El-Ghit ont procédé à la signature d'un accord «portant sur l'envoi d'une mission d'observation électorale». Au terme de cet accord et comme pour les échéances électorales précédentes, l'organisation panarabe participera à l'observation internationale de l'élection présidentielle d'avril prochain. La mission d'observation de la Ligue arabe se joindra à celle de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Organisation de la coopération islamique et des Nations unies, a-t-on souligné. Le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes a loué, à l'occasion, «l'attachement de l'Algérie à réunir toutes les conditions de transparence et de régularité pour ce scrutin, y compris en invitant des organisations régionales et internationales à l'observation de cette élection».

K. L.

Youcef Youfsi :

«Les opérateurs économiques invités à investir dans l'exploration de métaux»



P.H.D. R.

■ Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youfsi, a invité, mardi à Skikda, les opérateurs économiques «à investir dans l'exploration de métaux».

Par Salem K.

Lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques locaux au siège de la wilaya, le ministre a précisé que «les opérateurs se doivent d'investir le domaine de l'exploration des métaux au regard de l'importance des ressources en métaux précieuses du pays et les grandes retombées pour l'économie nationale».

«L'investisseur algérien a, certes, peu d'expérience dans le domaine de l'exploration mais peut faire appel aux ingénieurs en géologie et cadres annuellement formés par l'université algérienne», a ajouté M. Youfsi qui a considéré que «Skikda est l'une des rares

wilayas renfermant de grandes ressources minérales d'or, d'argent, de cuivre, de cobalt, de mercure et autres métaux».

Le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement, Abdelkarim Mensouri, a présenté durant la rencontre des chiffres sur l'investissement dans la wilaya entre 2002 et 2018, assurant que sur 1 228 projets inscrits, 1 173 ont été concrétisés pour 117 milliards DA, générant 6 393 emplois, plaçant Skikda «22» à l'échelle nationale en termes d'investissement».

Le ministre a écouté les préoccupations des opérateurs économiques relatives notamment à l'état dégradé des routes et aux réseaux d'électricité et de gaz ainsi qu'en rapport avec le foncier et leur a promis de les étudier.

Le ministre a inspecté à Azzaba l'entreprise d'emballage métallique et l'unité de production des huiles et graisses ainsi que la carrière de marbre de Filfila.

Il s'est aussi rendu à la commune de Hamadi Krouma où il a visité le projet de conserverie de thon et de sardine, une unité de production de javel et une autre de montage de téléphones portables et de micro-portables.

S. K./APS

Pétrole

Recul du Brent à 65 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens avant la publication des données hebdomadaires sur les stocks américains, des chiffres non officiels ayant fait état d'un bond des réserves de brut. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 65,63 dollars à Londres, en baisse de 23 cents par rapport à la clôture de mardi. A New York, le

baril américain de WTI pour le contrat d'avril cédait 56 cents à 56 dollars. Selon la fédération professionnelle American petroleum institute (API), les stocks de brut aux Etats-Unis se sont envolés de 7,29 millions de barils pour la semaine achevée le 1er mars. Les données de l'API sont jugées moins fiables que les chiffres officiels de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA), qui

seront publiés en cours de séance. Les stocks de brut sont attendus en hausse de 1,45 million de barils, les stocks d'essence en baisse de 1,63 million de barils et ceux d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole) en baisse de un million de barils, selon la médiane d'un consensus d'analystes compilé par Bloomberg avant la publication de l'API. Cette hausse des stocks

pourrait cependant n'être que temporaire. «Nous nous attendons à ce que l'offre soit réduite dans les mois à venir par les baisses de production de l'Opep et de ses partenaires, les réserves de brut des pays de l'OCDE commencent alors à diminuer», a estimé Giovanni Staunovo, analyste. Le marché de pétrole restait par ailleurs rivé aux négociations sino-américaines. **Mahi O.**

OCDE

La croissance mondiale atteindra 3,3% en 2019

La croissance de l'économie mondiale L'atteindra que 3,3% en 2019 à cause des tensions commerciales et des incertitudes politiques, selon la dernière prévision publiée hier par l'OCDE, qui tablait encore sur 3,5% en novembre. L'Organisation de coopération et de développement économiques explique ce ralentissement par «la hausse des incertitudes politiques, des tensions commerciales persistantes et une diminution continue de la confiance des entreprises et des consommateurs». La croissance a été révisée à la baisse dans presque toutes les

économies du G20, en particulier pour la zone euro (-0,8 point à 1%) et le Royaume-Uni (-0,6 point) à 0,8%. Et l'OCDE souligne que «si le Royaume-Uni et l'Union européenne venaient à se séparer sans accord, la perspective serait significativement plus faible pour la Grande-Bretagne: son produit intérieur brut (PIB) se trouverait alors amputé de 2% au cours des deux prochaines années, par l'effet de l'application des droits de douanes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)». Le commerce mondial a déjà «fortement ralenti» du fait des barrières

commerciales déjà en place, et «les nouvelles commandes mesurées dans de nombreux pays continuent à décliner». Les restrictions effectives en 2018 «pèsent sur la croissance, l'investissement et les niveaux de vie, en particulier des ménages à faibles revenus», souligne l'OCDE. L'activité planétaire est particulièrement sensible à un ralentissement qui serait plus prononcé que prévu en Chine, où l'organisation basée à Paris projette une croissance de 6,2% cette année (contre 6,3% en novembre dernier) et de 6,0% en 2020 (inchangé). «Les tensions commer-

ciales pèsent de plus en plus sur les exportations et la production industrielle dans la deuxième économie mondiale», constate l'OCDE. L'organisation a simulé l'effet qu'aurait sur l'économie mondiale un ralentissement chinois plus fort qu'anticipé : une chute de deux points de la croissance du PIB en Chine amputerait la croissance mondiale de 0,4 point de pourcentage. Le Japon, les autres pays d'Asie orientale, les producteurs de matières premières ainsi que l'Allemagne en seraient particulièrement affectés.

M. O.

Changes

L'euro en légère baisse hier face au dollar

L'euro évoluait en légère baisse face au dollar hier, vers 06h40 GMT (07h40 à Paris), la monnaie unique s'échangeait à 1,1298 dollar, contre 1,1308 mardi à 22h00 GMT. Il est prévu que la Banque centrale européenne (BCE) se réunira jeudi, à propos de cette monnaie unique qui est confrontée à une croissance plus molle que prévu et une inflation atone. La BCE devra, à l'occasion de cette réunion abaisser ses prévisions économiques pour la zone euro et discuter de mesures de soutien, selon des économistes. Des membres du conseil

des gouverneurs de l'institution ont pointé dernièrement la persistance du ralentissement de l'économie entamé l'an dernier, avec une hausse de 1,8% du PIB, contre 2,4% en 2017. Mais ils n'ont pas dissipé le flou sur la réponse à y apporter.

Premier ministre polonais : «Le maintien du zloty vaut mieux que l'adoption de l'euro»

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a estimé que le maintien de

la devise nationale polonaise (zloty) valait mieux pour les citoyens de ce pays que l'adoption de l'euro. «Notre objectif principal n'est pas que la Pologne adopte l'euro, au contraire, nous pensons que notre devise nationale est meilleure pour le bien des Polonais. Notre priorité est que les Polonais commencent à gagner autant que les habitants d'Europe de l'Ouest», a déclaré Morawiecki mardi à la radio étatique polonaise. M. Morawiecki a cité des statistiques montrant que la Pologne affichait encore les prix les moins élevés de l'UE pour un certain nombre de produits

de première nécessité alimentaires, ménagers et d'habillement. Le Premier ministre a tenu ces propos en réponse à la promesse de la principale force d'opposition de progresser vers l'adoption de l'euro si elle remporte les élections législatives en automne. Les conservateurs au pouvoir ont annoncé récemment une série de dépenses sociales totalisant jusqu'à 9,5 milliards d'euros par an, qui doivent entrer en vigueur avant même les prochaines élections européennes en mai et les législatives d'automne.

Amar G.

Cameroun

Un ancien ministre de la Défense soupçonné de corruption placé en garde à vue

■ L'ancien ministre camerounais de la Défense, Alain Edgard Mebe Ngo'o, a été placé mardi en garde à vue à Yaoundé pour des accusations de corruption, ont indiqué des sources judiciaires.

Par Fil T.

L'épouse de M. Ngo'o ainsi que deux autres officiers ont également été détenus comme co-accusés, selon les mêmes sources.

M. Ngo'o a été ministre de la Défense entre 2009 et 2015, avant de détenir le portefeuille des Transports, puis d'être limogé en 2018. Il est notamment impliqué dans l'affaire de corruption dite «Magforce», du nom de cette société française d'équipements militaires.

Au Cameroun, l'opération d'assainissement de la gouvernance publique, souvent dénommée par la presse locale «opération Epervier», a permis de mettre sous les verrous plusieurs hautes personnalités du

gouvernement.

Récemment, la Commission nationale anti-corruption (CONAC), chargée de mener la lutte contre les détournements de fonds publics, a indi-

qué avoir recouvré près de 8 milliards de francs CFA (13,7 millions de dollars).

F. T.



En plus de dix ans

La production alimentaire nord-coréenne au plus bas

La Corée du Nord a enregistré l'an passé ses pires récoltes en plus de dix ans, ont annoncé mercredi les Nations unies, la production ayant été plombée par les catastrophes naturelles, un manque de terres arables et une agriculture inefficace. Sous le coup de sévères sanctions de la communauté internationale en raison de ses programmes nucléaire et balistique interdits, le pays souffre de pénuries alimentaires chroniques. Les récoltes de l'an passé se sont élevées à 4,95 millions de tonnes, en baisse de 500 000 tonnes, indiquent les Nations unies dans leur rapport sur les «Besoins et

priorités» de 2019. Il s'agit de «la production la plus basse en plus d'une décennie», a déclaré dans un communiqué le coordinateur résident de l'ONU pour le Nord, Tapan Mishra. «Cela s'est traduit par un important déficit alimentaire». Le résultat est que 10,9 millions de personnes en Corée du Nord, soit 43% de la population totale, ont besoin d'une aide humanitaire, soit 600 000 de plus que l'an passé, d'où un risque accru de malnutrition et de maladies. Mais alors que le nombre de personnes ayant besoin d'aide augmente, l'ONU a dû réduire son objectif de personnes à aider de six à 3,8 millions,

faute de financements. M. Mishra précise que seul 24% de l'argent qui avait été demandé l'an passé a été récolté, ajoutant qu'il s'agissait d'«un des plans humanitaires les moins bien financés du monde entier».

«Le coût humain de notre incapacité à répondre n'est pas mesurable», a-t-il dit, en ajoutant que les sanctions avaient créé des délais imprévus et constituait un défi pour les programmes humanitaires, alors même que ceux-ci sont exemptés des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU définissant les sanctions.

Seal A.

USA/Météo

Donald Trump en Alabama vendredi après des tornades meurtrières

Le président américain Donald Trump a annoncé mardi qu'il se rendrait dans l'Alabama vendredi, un Etat du sud des Etats-Unis qui a été le théâtre de violentes tornades

meurtrières le week-end dernier.

Au moins 23 personnes ont été tuées dans l'est de cet Etat par le passage de tornades très puissantes. «Je me rendrai dans l'Alabama vendredi», a déclaré

Donald Trump depuis la Maison-Blanche, qualifiant ces événements météorologiques, qui ont engendré des dégâts matériels très importants, de «situation tragique». Les autorités, citées par

des médias locaux, ont indiqué mardi que sept ou huit personnes manquaient toujours à l'appel. Les victimes sont âgées de 6 à 89 ans. Sept membres d'une même famille élargie ont

été tués. Selon les premières estimations des services météorologiques américains (NWS), la tornade ayant frappé le comté de Lee dimanche était de type «EF-4», ce qui signifie qu'elle était accompagnée de vents dépassant les 270 km/h.

Le shérif du comté de Lee, Jay Jones, n'avait, en plusieurs décennies de carrière, «jamais observé ici un tel niveau de destruction» après le passage de la tornade, qui a laissé des dégâts substantiels tout le long de sa trajectoire sur une bande d'environ 400 mètres.

O. B.

Pérou

Des bases militaires en Amazonie pour combattre les mines illégales

Les autorités du Pérou ont inauguré mardi la première de quatre bases militaires qu'elles prévoient d'installer au cœur de l'Amazonie pour combattre les mines d'or illégales, principale cause de déforestation.

Cette première base a été installée dans un ancien camp minier dans la réserve naturelle de Tambopata, dans la région de Madre de Dios (sud-est). Selon

les autorités, ce camp a été investi par l'armée et la police à bord de quatre hélicoptères le 19 février. Ses 350 habitants, qui avaient fondé un véritable village avec ses commerces, ses tripots et ses maisons closes, ont alors abandonné les lieux, laissant derrière eux une vaste étendue de sable polluée par le mercure au milieu de la forêt. «Nous sommes venus pour rester tout le

temps qui sera nécessaire», a affirmé le ministre péruvien de la Défense, José Huerta, en inaugurant la base. Celle-ci comptera 100 militaires, 50 policiers et un procureur chargés de lutter contre les mines sauvages avec l'appui de drones, d'un avion de l'armée et d'un satellite.

Le gouvernement péruvien souhaite «éradiquer les mines illégales» pour «rendre cette zone

au Pérou et au monde totalement reboisée», a ajouté M. Huerta.

Selon les autorités péruviennes, les mines illégales ont déboisé plus de 9 000 hectares de forêt amazonienne en 2018. Ce fléau engendre d'autres maux comme le trafic de mercure, la prostitution et les règlements de comptes mafieux.

Yoï G.

Indonésie

Le bilan d'une mine d'or effondrée s'élève à 16 morts

Le bilan de l'effondrement d'une mine d'or au nord de l'Indonésie la semaine dernière a été porté de 9 à 16 morts, ont indiqué mercredi les autorités.

Dix-huit mineurs ont été extraits vivants mais blessés de cette mine illégale située au nord de l'île de Célèbes, alors que les

secours craignent que plusieurs dizaines de victimes soient encore prisonnières du site. «L'équipe chargée de l'évacuation travaille 24 heures sur 24 depuis lundi, date à laquelle le site a été considéré comme sûr pour les sauveteurs», a indiqué Sutopo Purwo Nugroho, le porte-

parole de l'agence de gestion des catastrophes. Les opérations de secours ont été ralenties par le terrain très escarpé, un sol instable et les puits très étroits de la mine. Les premiers jours suivant l'accident, qui s'est produit le 26 février, les sauveteurs creusaient avec des pelles et à la

main, pour ne pas risquer de mettre en danger d'éventuels survivants avec des éboulements. Des pelleteuses tentent désormais de dégager les débris pour retrouver des corps de victimes. «A ce stade, les chances de trouver des survivants sont très minces», a reconnu Abdul Muin Papatungan, un responsable local de l'agence, estimant qu'«il est probable que de nombreux corps ne soient pas retrouvés». L'accident s'est produit dans une mine de Bolaang Mongondow, une région dans laquelle cinq mineurs avaient déjà péri en décembre dans l'accident d'une mine d'or illégale.

Il a été provoqué par l'effondrement soudain de poutres et d'étais en raison de l'instabilité des sols.

O. B.

Récompense

Le Japonais Arata Isozaki lauréat du prix Pritzker, le «Nobel de l'architecture»

Le Japonais Arata Isozaki, au travail influencé à la fois par l'Occident et l'Orient, a été désigné mardi lauréat du prestigieux prix Pritzker, considéré comme l'équivalent du prix Nobel pour l'architecture. Agé de 87 ans, il a réalisé des bâtiments aux fonctions très différentes, de l'immense arène couverte Palau Sant Jordi pour les Jeux olympiques de Barcelone en 1992 au Museum of Contemporary Art (MOCA) de Los Angeles (1986), en passant par le National Convention Center au Qatar (2011). Selon un communiqué publié mardi, le prix lui sera remis en mai lors d'une cérémonie organisée à Paris, dont la date précise n'a pas été communiquée.

R. D.

Tunisie 34 migrants clandestins interceptés au large de Kelibia

UN GROUPE de 34 personnes qui s'apprêtaient à franchir clandestinement les côtes de Kelibia dans le nord-est de la Tunisie en direction de l'Italie a été intercepté mardi par les unités de la Garde nationale de Nabeul, a indiqué le ministère tunisien de l'intérieur dans un communiqué. «34 migrants clandestins ont été arrêtés à bord d'une embarcation de pêche après une opération de rattachage d'une patrouille navale de la Garde nationale au large de Kelibia», a précisé le communiqué rapporté par l'agence de presse tunisienne TAP. «Le parquet de la ville du Cap Bon a ordonné la garde à vue des personnes liées à cette opération de franchissement clandestin des côtes et la poursuite des investigations avant de prendre les mesures à leur rencontre», a fait savoir le ministère.

M. L.

Réunion

Messahel prend part au Caire à la réunion tripartite sur la Libye

■ Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a pris part mardi au Caire, à une réunion ministérielle de la tripartite sur la Libye qui a également regroupé les ministres des Affaires étrangères d'Egypte, Sameh Choukri et de Tunisie, Khemaies Jhinaoui.

Par Mondji T.

Dans son intervention, M. Messahel a réitéré «l'approche algérienne fondée sur la tripartite de la non-ingérence, l'équidistance et l'appropriation par les Libyens du processus de règlement de la crise dans leur pays», rappelant «l'importance du dialogue inclusif et de la réconciliation nationale pour la mise en œuvre du plan d'action onusien».

Il a également renouvelé «l'apui constant» de l'Algérie au rôle de l'Onu et aux efforts du représentant spécial du secrétaire général de l'Onu pour la Libye, Ghassane Salame, saluant son action pour «rapprocher les positions des parties et acteurs libyens en vue de la mise en exécution du plan d'action devant mettre fin à la transition politique en Libye».

M. Messahel a en outre rappelé «le devoir qui incombe à la communauté internationale et aux partenaires régionaux et internationaux de la Libye à accompagner les Libyens sans ingérence dans leurs affaires intérieures sur la voie du dialogue et de la réconciliation nationale».

Cette réunion a été sanctionnée par l'adoption d'un communiqué qui met l'accent sur les préoccupations que soulève la situation sécuritaire précaire en Libye et réitère «l'appui de la tripartite à une solution politique basée sur le dialogue et la réconciliation nationale, seule à même de mettre fin à la crise et permettre à ce pays de retrouver sa stabilité et sa sécurité».

Tout en rejetant les interférences étrangères en Libye, les trois pays ont réitéré «leur soutien aux efforts des Nations unies et du représentant personnel du secrétaire général, Ghassane Salame, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action à travers une démarche consensuelle et dans le cadre de l'appropriation du processus de règlement par les libyens eux-mêmes».

Le communiqué de la tripartite souligne également «l'importance de poursuivre la concertation politique entre les trois pays, y compris pour la lutte contre le terrorisme et son financement, comme il exprime leur soutien à la Libye dans la lutte contre cette menace et contre les fléaux connexes, notamment le crime organisé et le trafic humain».

Pour rappel, cette réunion intervient suite à la réunion ministérielle de la tripartite tenue à Alger le 21 mai 2018.

Guitouni : «L'Algérie

prospecte pour exporter de l'électricité vers la Libye»

L'Algérie prospecte pour exporter de l'électricité vers la Libye, a annoncé mardi à Alger le ministre de l'Energie Mustapha Guitouni.

Le ministre s'exprimait en marge de la signature d'un protocole d'accord entre le groupe Sonelgaz et la société libyenne General Electricity Company Of Lybia (Gecol) portant sur une «coopération durable» dans la production de l'électricité en Libye.

«L'Algérie et la Libye sont liées par des liens de fraternité exceptionnels, des liens que nous tenons à renforcer en continu de façon à servir les intérêts des peuples des deux pays (...). Notre volonté est sincère pour renforcer la coopération bilatérale et travailler ensemble pour développer nos relations économiques dans le domaine de l'énergie à travers des projets de partenariat», a affirmé M. Guitouni.

«C'est dans ce sens que nous travaillons pour exporter de l'énergie électrique vers la Libye», a-t-il poursuivi.

Le protocole signé entre les deux sociétés permettra, selon le ministre, de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie.

Selon lui, l'accord, à long terme, permet aux filiales de Sonelgaz de fournir leurs prestations à Gecol dans tous les domaines liés à la production de l'électricité.

Il s'agit notamment, a-t-il poursuivi, de la maintenance et le développement des centrales électriques, la fourniture des équipements, la participation dans l'assemblage de nouvelles centrales, la formation des travailleurs des centrales relevant de Gecol, mais aussi la contribution directe dans l'exécution de projets de centrales électrique.

De son côté, le P-dg de Sonelgaz, Mohamed Arkab, a précisé que la coopération bilatérale prévue dans ce cadre



PH. > D. R.

devrait commencer par la formation des cadres et travailleurs de Gecol par les cadres des filiales de Sonelgaz et la maintenance des centrales libyennes en activité, avant de passer à la seconde étape portant sur l'investissement direct dans la production.

«Ça fait une année et demie que nous sommes en train de négocier avec notre partenaire libyen pour créer ensemble un partenariat dans la production de l'électricité en Libye et surtout pour ce qui concerne la maintenance, la réparation de la pièce de rechange, dont les pièces nobles dans les turbines à gaz et turbines à vapeur et aussi la mise en service de centrales électriques», a-t-il détaillé.

Toutes ces chaînes de valeur «sont maîtrisées par le groupe Sonelgaz à travers ses sociétés. Le but recherché avec nos frères libyens est de mettre en place un partenariat gagnant-gagnant qui va nous permettre aussi de transférer notre technologie. Nous allons commencer par la formation et la maintenance. Ensuite nous allons passer vers d'autres horizons tel que la réalisation de centrales, la réalisation de réseaux de haute tension et de très haute tension ainsi que la distribution de l'énergie électrique», a-t-il poursuivi.

Ainsi, Sonelgaz pourrait investir dans la réalisation de centrales combinées et de centrales rapides réalisables sur un mois ou 45 jours pour répondre à des besoins urgents en Libye,

selon M. Arkab.

Interrogé pour savoir si la situation sécuritaire dans ce pays voisin ne rendait pas difficile un tel partenariat, il a répondu par la négation. «La situation sécuritaire (en Libye) est bien étudiée, nous travaillons dans le cadre de la coordination existant entre les deux pays», a-t-il dit.

Quant aux montants qui y seront investis, le premier responsable de la Sonelgaz a estimé qu'il était «encore prématuré de parler de montants. Nous allons commencer par un premier contrat dans la maintenance dont le montant sera connu prochainement. Cette après-midi, nous allons justement aborder les détails du protocole d'accord qui sera suivi par la signature de plusieurs accords», a-t-il répondu à une question de l'APS.

Interrogé sur le projet d'exportation de l'électricité vers la Libye, il a indiqué que la question fait l'objet actuellement d'études techniques et commerciales visant à évaluer la faisabilité de «l'installation de lignes électriques de 400 kilovolts entre l'Algérie et la Libye qui vont porter la distribution globale à 2 000 kilovolts d'électricité».

Une fois validé, ce projet se fera en partenariat avec les libyens, a-t-il ajouté.

Pour sa part, le P-dg de Gecol, Abdelmadjid Mohamed Hamza, a salué la signature de ce protocole d'accord qui «marque le début d'une coopération durable entre Gecol et

Sonelgaz».

Reconnaissant la réticence des investisseurs européens et américains vis-à-vis de la Libye «sous prétexte de l'insécurité», dit-il, M. Hamza a assuré que Sonelgaz profitera d'un «traitement privilégié» une fois qu'elle aura investi en Libye.

«Nous avons recouru à l'Algérie en raison de la similitude du processus de génération d'électricité dans les deux pays, parce que les Algériens sont arrivés à un niveau très élevé en termes de maintenance et de production de pièces de rechange des unités de production d'électricité, pour profiter de l'expérience algérienne et parce que les étrangers refusent, dans la plupart des cas, de venir en Libye sous prétexte de l'insécurité», a-t-il confié.

«C'est sûr que la priorité (en matière d'investissements) sera donnée à nos partenaires algériens, vus les liens de fraternité qui nous relient, la proximité géographique et la performance dans les prestations de Sonelgaz», a-t-il soutenu.

Il a avancé que la coopération bilatérale devrait s'élargir davantage dans le futur pour englober le créneau du transport d'électricité.

«D'ailleurs, cette après-midi nous allons discuter des moyens de connecter le réseau électrique libyen avec le réseau algérien», a-t-il dit.

M. T./APS

Conférence sur le Sahara occidental à l'ONU

Réaffirmation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Les participants à la conférence sur le Sahara occidental, abritée par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies à Genève, ont rappelé le statut du Sahara occidental en tant que territoire occupé par le Maroc, réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Intitulée «La responsabilité de l'Union européenne et de ses Etats membres dans le processus de décolonisation du Sahara occidental», la

Conférence s'est tenue au Palais des Nations unies, en marge des travaux de la 40e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, entamés le 25 février et jusqu'au 22 mars, à laquelle plusieurs délégations représentants des Etats membres et la société civile y ont pris part. Cet événement qui a été organisé par le groupe de soutien de Genève pour le Sahara occidental, et présidé par le Vice-ministre au

Département sud-africain des Relations internationales et de la Coopération Luwellyn Landers, a vu la participation de l'Ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Abdelkader Taleb Omar, du Professeur Klaus Buchner, membre du Parlement européen (Allemagne) et de Gianfranco Fattorini, représentant à Genève de l'Association américaine des juristes.

Hani Y.

Kia Al Djazaïr

Lancement de la nouvelle Kia Rio berline

Animée par Ali Zidane

Kia Al Djazaïr, filiale de Global Group et représentant officiel de Kia en Algérie, dévoile pour la première fois la Nouvelle Rio berline, assemblée dans l'usine Gloviz de Batna. Cet événement a lieu dans le showroom de Kaidi (Fort de l'eau) au sein de la Direction générale de Kia Al Djazaïr. C'est une occasion de présenter la nouvelle Rio 4 portes. Cette dernière est une variante de la Rio déjà commercialisée en version 5 portes.

Pour rappel, la conception de la nouvelle Rio a été supervisée par les centres de design Kia en Allemagne et en Californie, en étroite collaboration avec le siège social international de design de la société à Namyang, en Corée. L'apparence de la nouvelle Rio est définie par ses lignes effilées et des surfaces profilées, procurant à ce modèle une nouvelle allure à la fois caractéristique et sportive.

Cette version berline se



caractérise principalement, par rapport à la version à hayon, par son coffre avec une capacité de chargement de 387 litres, affichant ainsi une longueur de 4,38 mètres, soit 32 cm de plus. La Rio 4 portes est disponible au lancement en motorisation 1.4

essence de 100 ch couplée avec une boîte manuelle à 6 rapports. La nouvelle Rio 4 portes est commercialisée en deux versions, Easy et Sensation.

D'entrée de gamme, la version Easy offre une multitude d'options telles que les vitres

électriques, une clé pliable et fermeture des portes à distance, un autoradio tactile de 7" avec caméra de recul, bluetooth avec reconnaissance vocale, com-

mandes au volant, jantes en alliage 15", ABS, régulateur de vitesse, rétroviseurs à réglage électrique...

La version Sensation, quant à elle, est dotée d'un toit ouvrant électrique, de la climatisation automatique, de jantes en alliage 17", de phares à LED à projections bifonctions, de rétroviseurs extérieurs dégivrants rabattables électriquement, d'un volant et pommeau de vitesse gainés de cuir, d'une grille de calandre en noir finition chromée...

La nouvelle Rio 4 portes est proposée au prix de 1 990 000 DA en version Easy et 2 370 000 DA en version Sensation. Le Kit GPL est disponible sur toutes les versions essence commercialisées par Kia Al Djazaïr.

Finalement, la configuration 4 portes assure une bonne polyvalence et, comme tous les autres modèles de la marque, cette Kia propose une garantie rassurante de 5 ans/100 000 km.

Cima Motors

Inauguration d'une nouvelle succursale 3S à Baraki



Cima Motors, filiale du groupe Tahkout, distributeur exclusif de Hyundai et de l'usine TMC en Algérie, a inauguré, le 5 mars 2019 à Baraki (Alger), sa 24^e succursale 3S (Showroom, pièces et service). Cette nouvel espace de vente de la marque Hyundai sera

d'un grand apport pour la région Est de la capitale. La clientèle de la localité de Baraki et des communes limitrophes aura l'occasion de découvrir de près les modèles de la

marque coréenne sans pour autant se déplacer vers la grande succursale de Réghaia. Un vaste programme d'ouverture de nouvelles succursales est en cours de réalisation sur l'ensemble du territoire national. Ces ouvertures permettront ainsi

d'aller à la rencontre de nouveaux clients, mais également offrir un meilleur service pour les clients Hyundai en Algérie.

Cette proximité se focalise sur une offre de plus en plus complète en matière de ventes de véhicules, service après-vente et de disponibilité de la pièce de rechange. Cima Motors prévoit d'atteindre les 30 succursales durant les deux prochains mois (mars, avril). Des showrooms 3S seront inaugurés dans les wilayas de Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, Biskra, El Oued, Batna et Alger, plus précisément à Bir-Touta, dont les travaux sont en cours.

Sovac Algérie

Nouvelles remises sur le Volkswagen Caddy



Sovac Algérie, distributeur exclusif de l'usine de montage automobile Sovac production Algérie, lance, à travers sa filiale Volkswagen Utilitaire, une nouvelle offre commerciale sur ses deux modèles : Caddy Collection et Caddy Edition 35. L'offre en question, disponible dans tout le réseau de distribution de l'entreprise algérienne, concerne le Caddy Collection avec la motorisation 2.0 litres développant 110 CH avec une remise de 100 000 DA, soit un prix de vente finale : 3 300 000 DA et la finition Caddy Edition 35 de la motorisation 2.0 litres de 140 CH qui bénéficie d'un rabais

de 300 000 DA, ce qui représente un prix de vente finale de 3 800 000,00 DA. L'offre est effective du 3 au 31 mars, disponible dans tout le réseau du concessionnaire représentant également de

plusieurs autres marques tels que Seat, Volkswagen, Skoda, Audi et Porsche.

Par ailleurs, Sovac Algérie a reconduit la campagne promotionnelle lancée durant le mois de février dernier sur ses produits premiums Audi. L'offre concerne les modèles A3 Sport Back et Berline en finition Sport Line. Le pack Sport d'une valeur de 350 000 DA sera offert sur ces deux modèles en Finition Sport Line soit :

- A3 Sport Back Sport Line est proposée au prix de : 5 950 000 DA

- A3 Berline Sport Line est

proposée au prix de : 5 999 000 DA. Le pack Sport est composé du pack S line extérieur ainsi que des jantes en 18 pouces. Selon Sovac Algérie, l'offre en question est valable jusqu'au 31 mars en cours.

Voiture de l'année 2019

La Jaguar I-Pace élue haut la main

La Jaguar I-Pace a été élue voiture de l'année 2019, après un match très serré avec l'Alpine A110. En effet, les deux voitures ont terminé ex æquo !

La Jaguar I-Pace vient de remporter le titre de voiture de l'année 2019, en marge du salon de Genève. Non sans difficulté, puisque le SUV électrique a terminé avec le même score que l'Alpine A110. Une grande première ! Pour les départager, les jurés ont dû procéder à un duel en comptabilisant les pays dans lesquels les deux autos sont arrivées en tête. C'est finalement la Jaguar qui l'a emporté avec un score de 18 points contre 16

pour l'Alpine. Le match a été serré jusqu'au bout ! Ce n'est pas la première fois qu'une voiture électrique remporte le trophée. En 2011, la Nissan Leaf avait déjà gagné la compétition.

C'est le directeur du design chez Jaguar, qui est venu chercher le prix sur scène. Il ne pourra pas l'exposer sur le stand puisque le constructeur n'est pas présent au salon de Genève. Une autre première.

Pour mémoire, le jury du trophée de la voiture de l'année

gonflage offert.

Renault Algérie offre également à ses clientes la possibilité de bénéficier d'une remise de fidélité de 30 000 DA ainsi que d'une montre Smart Fit pour les 300 premières acquéreuses du véhicule.

Cette célébration continue avec un jeu-concours organisé sur Facebook qui permettra à quatre heureuses gagnantes de passer une journée spéciale d'évasion et de détente à l'hôtel Sheraton - Club des Pins, pendant l'entretien gratuit de leur véhicule à la succursale Renault des Grands Vents.



Renault Algérie continue à dédier le mois de mars à la femme algérienne en lui rendant hommage à travers de nombreuses attentions. Comme chaque année en mars, la femme algérienne est à l'honneur chez Renault Algérie. La marque au losange a, en effet, prévu tout au long de ce mois spécial de nombreuses attentions pour célébrer la gente féminine. Il s'agit tout d'abord du lancement de la Clio Limited Edition Ô Féminin, disponible en essence et en diesel. Cette série limitée est notamment dotée d'un toit panoramique et d'un kit de



2019 est composé d'une soixantaine de journalistes européens. Leur vote tient compte du design de la voiture, mais aussi du confort, de la tenue de route, de la consommation, du prix, de la sécurité et des innovations technologiques.

Renault Algérie

La femme algérienne honorée



Corée du Nord

Des signes d'activité sur un site nord-coréen de lancement de fusées

■ Des signes d'activité ont été détectés sur un site nord-coréen de lancement de fusées, ce qui laisse penser que Pyongyang a entamé la «rapide reconstruction» de cette installation après l'échec du sommet de Hanoï, estimaient hier des experts américains sur la base d'images satellites.

Un autre site de chercheurs suggère de son côté que les travaux pourraient avoir débuté avant la rencontre entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, qui s'est conclue jeudi dernier de façon abrupte sans accord sur l'épineuse question des programmes nucléaire et balistique de Pyongyang. Le regain d'activité sur le site nord-coréen de Sohae a été détecté deux jours seulement après ce fiasco et pourrait «illustrer une détermination face au rejet américain de la demande nord-coréenne d'allègement des sanctions qui pèsent sur le régime reclus», a dit le Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS), basé à Washington. «Cette installation était en sommeil depuis août 2018, ce qui indique que les activités actuelles sont délibérées et ont un but». Sohae, sur la côte nord-ouest de la Corée du Nord, sert officiellement à placer des satellites en orbite mais les réacteurs peuvent aisément être adaptés aux missiles balistiques. La communauté internationale accuse le programme spatial nord-coréen d'être le paravent de ses programmes d'armements. Le président sud-coréen Moon Jae-in avait annoncé en septembre à

l'issue d'un sommet à Pyongyang avec M. Kim que la Corée du Nord avait accepté de «fermer de façon permanente» son site de test de moteurs de missiles de Sohae ainsi qu'un pas de tir. Des images satellite de Sohae prises en juillet avaient montré qu'un bâtiment monté sur rails, dans lequel les fusées sont assemblées avant d'être placées sur le pas de tir, avait commencé à être démonté. Mais le CSIS fait état à présent d'activités «évidentes» à la Station de lancement de satellites de Sohae. C'est de là que Pyongyang avait envoyé des satellites en 2012 et 2016. Le très respecté site 38 North, basé à Washington, a également fait état de travaux en cours sur le site de Sohae, sur la base d'images satellites. Les images montrent qu'ont été remises en place des structures mobiles sur rail ayant par le passé servi au transfert des fusées vers le pas de tir, dit-il. «Deux grues de soutien peuvent être observées sur le bâtiment, des murs ont été érigés et un nouveau toit a été construit. Sur le banc d'essai des moteurs, il semble que la structure de soutien du moteur a été réassemblée», ajoute 38 North. Lors d'un briefing de parlementaires cette semaine, les renseignements sud-coréens avaient dit avoir



PH. > D. R.

détecté des signes d'activité à Sohae. Joel Wit, directeur de 38 North a déclaré que les indices observés n'étaient pas nécessairement «cohérents avec la préparation d'un test d'ICBM» (missile balistique intercontinental). «Outre le fait que (la Corée du Nord) n'ait jamais tiré de missile

intercontinental depuis Sohae – il s'agit d'un site de lancement de véhicules spatiaux- la préparation de n'importe quel lancement impliquerait toute une série d'activités qui n'ont pas été observées sur les images», a-t-il ajouté. Ankit Panda, de la Fédération des scientifiques américains, est

d'accord pour dire que les images ne constituent pas un signe imminent de lancement d'un missile intercontinental. Mais il pourrait s'agir d'un «rapel de l'époque où les choses étaient pires et de ce qu'on pourrait perdre si le processus (diplomatique) échouait». A en croire 38 North, les efforts pour reconstruire les structures du site de Sohae ont débuté entre le 16 février et le 2 mars. «Le timing compte (...) Les images racontent le fait que cela s'est produit pendant les discussions de travail entre (Stephen) Biegun et Kim Hyok Chol dans les semaines avant Hanoï», a indiqué M. Panda dans un tweet se référant aux négociateurs américain et nord-coréen. La responsable nord-coréenne «Choe Son Hui avait averti de la «volonté» décroissante de Kim Jong Un et M. Kim lui-même avait intimé le 1^{er} janvier aux Etats-Unis de ne pas tester sa «patience». La Corée du Nord a réalisé en 2006 son premier essai nucléaire. En 2017, elle a affirmé pouvoir monter une charge nucléaire sur un missile intercontinental capable d'atteindre la côte Est des Etats-Unis.

Au Venezuela, Guaido prévient

«La pression ne fait que commencer»

L'opposant vénézuélien Juan Guaido, «président par intérim» rentré la veille à Caracas, s'est dit mardi prêt à soutenir un éventuel appel syndical à la grève et prévenu que la pression «ne fait que commencer» sur le pouvoir, qui a répliqué en convoquant une manifestation le même jour que l'opposition, samedi 9 mars. Resté silencieux depuis le retour triomphal de son rival, accueilli par des milliers de partisans et les ambassadeurs d'une douzaine de pays, le président Nicolas Maduro est apparu en fin d'après-midi pour présider une cérémonie militaire en hommage à Hugo Chavez, décédé il y a six ans le 5 mars 2013. Devant le mausolée de l'ancien président socialiste, dans une caserne de Caracas, M. Maduro a appelé à manifester le 9 mars, «quatre ans après» l'annonce de premières sanctions par le président américain Barack Obama. La date choisie par le gouvernement coïncide opportunément avec celle choisie par Juan Guaido pour un rassemblement. Mardi, le représentant spécial des Etats-Unis pour la crise au Venezuela, Elliott Abrams, a par ailleurs annoncé que Washington imposerait prochainement de nouvelles restrictions de visas américains à des soutiens de Nicolas Maduro. Et il n'a pas exclu qu'après les sanctions économiques imposées à son régime, le Trésor américain puisse adop-

ter des «sanctions secondaires», visant des entreprises étrangères voire des pays qui continueraient d'échanger avec les entités vénézuéliennes sur la liste noire américaine. «C'est clairement une possibilité qui dépend du comportement du régime de Nicolas Maduro», a-t-il prévenu. Guaido, «président par intérim» de 35 ans reconnu par une cinquantaine de pays, a entamé des consultations en rencontrant les syndicats de fonctionnaires dans la perspective d'un gouvernement de transition. «Ils pensaient que la pression avait atteint son maximum, mais elle ne fait que commencer», a-t-il assuré à propos du gouvernement, précisant à l'issue de la réunion qu'il «appuierait» les arrêts de travail auxquels appelleraient éventuellement les syndicats du pétrole, de l'éducation, des municipalités et des gouvernorats, de la santé, des médias publics et des services de base. Mais il n'a pas lui-même appelé à la grève. Dans le cadre des pressions qu'il entend exercer sur le pouvoir en place, M. Guaido cherche à assurer son contrôle sur l'administration d'Etat, qu'il considère «victime du chantage et des persécutions» du régime. Selon lui, les représentants syndicaux ont proposé de s'orienter vers des «arrêts de travail perdus dans l'administration publique», mais il n'a pas détaillé. Sous Hugo Chavez, le Venezuela comptait près de 4,5 millions de

fonctionnaires mais ce nombre a dû être réduit en raison de la grave crise économique qui frappe le pays, avec une contraction du PIB de 50% depuis 2014 et une inflation à huit chiffres. Le salaire minimum mensuel, 18 000 bolívares, permet à peine d'acheter deux poulets. «La fonction publique est épuisée, elle est pratiquement paralysée», a remarqué la présidente du syndicat Unete, Ana Yanez. «Dans les mairies on travaille trois jours par semaine, et à peine la moitié de la journée». «Les employés du secteur public ont pratiquement perdu tous leurs droits, nous n'avons d'autre choix que d'appeler à une grève civique», a-t-elle ajouté en réclamant une «loi de protection dans le cadre de ces arrêts de travail par secteur, parce que nous savons que le régime renverra ceux qui y participeront». Des milliers de personnes ont attendu M. Guaido lundi à Caracas et l'ont également fêté dans les principales villes du pays, alors que le chef de file de l'opposition regagnait son pays «malgré les menaces», dont celle d'une possible arrestation. M. Maduro avait prévenu la semaine dernière que M. Guaido aurait à s'expliquer devant la justice pour avoir bravé une interdiction de sortie du territoire en se rendant en Colombie. Mais l'opposant a pu tenir sans incident sa réunion au siège du Collège des ingénieurs vénézuéliens.



Impuissance

Alternative

Par Fouzia Mahmoudi

Certains personnalités politiques semblent imperméables aux sondages d'opinions et continuent malgré toutes les preuves du contraire à croire en leur popularité et en leurs chances de victoire aux élections. C'est notamment le cas du souverainiste français Nicolas Dupont-Aignan qui a assuré cette semaine qu'il était «le seul» capable d'empêcher un duel Macron-Le Pen au deuxième tour de la présidentielle de 2022, encourageant les Français à voter pour lui aux européennes en mai pour construire «une alternative sérieuse». «Mon boulot, c'est de donner la parole aux millions de Français qui ne veulent pas qu'il (Emmanuel Macron) soit réélu et qui veulent une alternative sérieuse. Vous savez ce qu'il nous prépare Macron ? Il nous prépare un duel Macron-Le Pen en 2022. Eh bien moi je dis à tous les Français qui ne veulent pas revoir ce duel Macron-Le Pen, que je suis le seul qui peut l'éviter», a souligné avec assurance Nicolas Dupont-Aignan dans l'émission «Questions politiques» de France Inter, France Télévisions et Le Monde. «En votant pour ma liste aux européennes, ils l'éviteront. Parce que plus on sera grand, plus il y aura une alternative qui nous permettra de battre Macron», a ajouté le patron de DLF, qui a été par ailleurs l'un des premiers en novembre dernier à soutenir le mouvement contestataire des «gilets jaunes». Crédité d'un petit 6% dans deux sondages publiés cette semaine, Nicolas Dupont-Aignan a néanmoins choisi de faire cavalier seul aux européennes et de ne pas unir ses forces avec celles du Rassemblement national de Marine Le Pen comme lors de la dernière présidentielle. «On a payé à l'élection présidentielle un programme qui n'a pas été jugé assez crédible et assez sérieux par les Français» et Marine Le Pen «n'a pas retravaillé son programme», a estimé celui qui était destiné à devenir Premier ministre en cas de victoire de Le Pen en 2017. Reste à savoir si les électeurs changeront d'opinion sur Nicolas Dupont-Aignan en lui offrant les votes nécessaires pour que l'homme de droite soit enfin pris au sérieux par ses pairs et surtout par l'ensemble des Français.

F. M.



Inauguration à Alger

Expo : «Héritages culturels immatériels en Afrique»

■ L'exposition «Héritages culturels immatériels en Afrique», présentant, par des panneaux d'information et des vidéos, des éléments du patrimoine immatériel classé par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité, a été inaugurée mardi à Alger.

Par Adéla S.

Organisée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, cette exposition se tient à l'occasion de l'ouverture du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'Unesco.

«Héritages culturels immatériels en Afrique» comporte des panneaux d'information et des vidéos mettant en avant un élément de chacun des 27 pays africains détenant des classements à la liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité. Le patrimoine immatériel algérien est représenté par tous les éléments classés à l'Unesco: l'Ahellil du Gourara (inscrit en 2008), le costume nuptial de Tiemcen (inscrit en 2012), l'Imzad (dossier international classé en 2013 au nom de l'Algérie, du mali et du Niger), le pèlerinage du Rakb de Sidi Cheikh (inscrit en 2013), la fête de la Sebeiba de Djanet (inscrit en 2014), le Sbuâ de Timimoune (inscrit en 2015), et les mesures d'eau (inscrit en 2018).

L'exposition du Crespiaf, inau-

gurée par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, met également en avant les dossiers algériens en cours d'élaboration à savoir le Teqtar (distillation de la rose), les bijoux des Ath Yanni, ainsi que le dossier maghrébin de classement du cous-cous au nom de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de la Lybie et de la Mauritanie. Entre autres éléments patrimoniaux présentés les espaces culturels du «Yaaral et du Degal» au Mali et celui du «Sosso-Bala» en Guinée, les danses «Mbende» du Zimbabwe, «Isukuti» du Kenya, les danses des communautés gourou de Côte d'Ivoire, ou encore la «Danse du tambour royal» du Burundi. Plusieurs autres pratiques liées à la musique et à la fabrication d'instruments dont la Balafon inscrit au nom du Burkina Faso, les chants polyphoniques des Pygmées Aka de Centre Afrique, ou encore la musique de trompes Bigwala d'Ouganda. Dans cette exposition, mettant également des audio-guides à la disposition des visiteurs, la Tunisie est représentée par «la poterie des femmes de Sejnane», la Maroc par la place Jemâa El Fna, la Mauritanie les poèmes de l'épo-



quée maure Thyedine, alors que l'Egypte présente les poèmes de Al Sirah Al Hilaliyyah.

Plus tôt dans la journée, le ministre de la Culture a présidé la première réunion du conseil d'administration du Crespiaf, composé du secrétaire à la convention de 2003 de l'Unesco, Timothy Curtis, du directeur du patrimoine du ministère tunisien de la culture, Imad Bensoula, du

représentant de la directrice de générale de l'Unesco, Karim Hendili, du secrétaire général du ministère malien de la Culture, Guindo Andogulu, du directeur général de l'autorité de recherche et de sauvegarde du patrimoine éthiopien, Yonas Desta, du représentant du ministère namibien de la Culture, Boyson Ngondo, et du représentant du ministère camerou-

nais de la culture Christophe Mbida.

Les experts algériens Louisa Galeze et Abdelhamid Bouraïou siègent également au conseil d'administration du Crespiaf dirigé par l'expert algérien Slimane Hachi. L'exposition «Héritages culturels immatériels en Afrique» se poursuit au Palais de la culture Moufdi-Zakaria jusqu'au 6 juin prochain.

A. S./APS

Institut Cervantès d'Oran

La bibliothèque baptisée au nom du photographe et militant espagnol Francesc Boix

La bibliothèque de l'Institut Cervantès d'Oran a été baptisée, mardi, par la ministre de la Justice espagnole, Dolores Delgado, au nom du photographe et militant espagnol Francesc Boix, dans le cadre de la commémoration du 80^e anniversaire de l'arrivée à Oran de plus de 2 600 réfugiés espagnols.

A cette occasion, la ministre espagnole de la Justice a indiqué que la révolution des républicains espagnols a été déclenchée pour mettre fin au régime totalitaire, affirmant que «cette révolution a défendu les valeurs

de la démocratie, de la tolérance et de la liberté».

Evoquant les réfugiés espagnols arrivés en mars 1939 à Oran fuyant le régime fasciste de Franco, à bord du navire «Stanbrook», Dolores Delgado a souligné que ces derniers «ont sacrifié leur vie et ont tout laissé derrière eux en s'exilant à Oran».

«Un sacrifice qui a donné ses fruits par la fondation d'un régime démocratique, une monarchie constitutionnelle», a-t-elle déclaré, ajoutant que «le photographe Francesc Boix fait partie de ces gens qui ont lutté pour ces valeurs».

Pour la directrice de l'Institut Cervantès d'Oran, Immaculada Jiménez, «avec son nouveau nom, la bibliothèque Francesc Boix rend hommage à ce photographe espagnol (Barcelone 1920 - Paris 1951), déporté en 1941 depuis la France vers le camp de concentration nazi de Mauthausen en Autriche, où il travailla dans le laboratoire de photographie et réussit à soustraire des clichés reflétant la réalité du camp et l'extermination des prisonniers par les SS. Les photos subtilisées ont été versées comme preuves pour condamner plusieurs chefs nazis

lors des procès de Nuremberg et de Dachau en 1946.

Neuf photographies de Francesc Boix reflétant la vie quotidienne des soldats républicains et des civils sont exposées au niveau de l'Institut pour un hommage constant et pérenne à ce photographe. Une brève biographie est placée à côté des photographies, indiquant que «Francesc Boix est photographe et militant communiste espagnol. Après sa lutte durant la guerre civile espagnole, il endura l'exil et l'internement dans le camp de concentration de Mauthausen. Son témoignage, à côté de plus

de 1 000 photographies sauvées de la barbarie nazie, fut crucial lors des procès ayant suivi la Seconde Guerre mondiale».

Immaculada Jiménez a, en outre, indiqué que la bibliothèque «Francesc-Boix» pourra compter, désormais, sur une notable collection de livres et de matériel photographique, déclarant qu'Oran se joint à la liste de plus de 50 bibliothèques de Cervantès dédiées aux grands noms de la culture portée par la langue espagnole.

Lors de cette journée commémorative du 80^e anniversaire de l'arrivée à Oran des réfugiés espagnols, l'accent a été mis sur la solidarité «exemplaire» de la population algérienne avec ces personnes ayant fui en 1939 les exactions du fascisme en Espagne.

K. L.

Littérature

Le Nobel de littérature 2018 sera annoncé en même temps que le prix 2019

Le prix Nobel de littérature 2018, reporté d'un an à la suite de discordes au sein de l'Académie suédoise qui le décerne, sera attribué en même temps que le prix 2019, a annoncé mardi la Fondation Nobel.

Plongée dans la tourmente depuis l'automne 2017, l'Académie avait dû au printemps dernier reporter l'annonce du Nobel 2018, une première depuis 70 ans.

A l'origine du cataclysme, le Français Jean-Claude Arnault, marié à une académicienne, qui a depuis rendu son fauteuil, a été accusé de «viols et harcèlements sexuels» en plein mouvement MeToo. Il a depuis été

condamné à deux ans et demi de prison.

La vénérable institution s'étripait sur la manière de gérer la crise, ce qui a entraîné des démissions en cascade.

Depuis l'été, l'Académie cherche à redorer son blason et remplace au compte-gouttes les démissionnaires. Ses statuts requièrent la présence d'au moins 12 sages sur 18. Jusqu'au mois d'octobre, elle ne comptait que dix membres actifs.

«Le conseil d'administration de la Fondation Nobel estime que les dispositions prises par l'Académie suédoise – et sa volonté d'action – offrent la possibilité de rétablir la

confiance dans l'Académie en tant qu'institution octroyant le prix», a déclaré la Fondation dans un communiqué.

Soucieuse de gagner en légitimité, elle compte également élargir à des personnalités extérieures la composition du jury sélectionnant le lauréat.

Le comité du prix Nobel, d'ordinaire composé de cinq membres qui recommandent un lauréat au reste de l'Académie, doit inclure en 2019 et 2020 «cinq experts extérieurs», notamment des critiques, des éditeurs et des auteurs âgés de 27 à 73 ans.

Racim C.

AGEND'ART

Galerie d'art Asselah-Hocine

Jusqu'au 10 mars :

Exposition de l'artiste peintre Abdennour Zerfaoui.

Galerie Seen Art (Dely Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 9 mars :

Exposition de l'artiste plasticien et calligraphe Yazid Kheloufi, intitulée «Les encres de l'âme».



Basketball/ Grève des arbitres Le président de la FABB juge que les referees sont dans leur droit

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB), Ali Slimani, a appelé mardi le corps arbitral, qui a lancé un mouvement de grève pour exiger ses indemnités gelées depuis le début de la saison, à «patienter» jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire (AGO) pour trouver une «solution définitive» à ses revendications. «Les arbitres contestataires sont dans leur droit. Ils revendiquent leur argent. J'ai rencontré le représentant des officiels et je lui ai proposé de payer 50% des indemnités avant la fin de la semaine, dans le but de ne pas perturber le calendrier des compétitions», a déclaré Slimani à l'APS, au lendemain du report de la 18^e journée du Championnat d'Algérie de Nationale 1 messieurs, initialement prévue pour ce mardi, à une date ultérieure à l'exception du match CSMBB Ouargla - IR Bordj Bou Arréridj. «Nous attendons maintenant leur réponse», a-t-il ajouté, soulignant que la 19^e journée, prévue samedi prochain, risque d'être également reportée en cas de rejet de la proposition du président de la FABB. Slimani, à la tête de la FABB depuis 2017, a justifié ce

retard dans le paiement des indemnités des arbitres par le fait que les clubs ne se sont pas encore acquittés de leur cotisation annuelle. «Nous avons démarré la saison dans des conditions très difficiles et plusieurs clubs ne se sont pas encore acquittés de leur cotisation, dont une grande partie servira, entre autres, à payer les arbitres», a-t-il expliqué, assurant que ce «problème sera complètement réglé lors de l'AGO» prévue le 14 mars à Alger. Le corps arbitral de la FABB a lancé un mouvement de contestation depuis le 2 mars pour exiger le paiement de ses indemnités gelées depuis le début de la saison en cours, selon une lettre ouverte publiée lundi. «Les officiels sont déterminés à aller jusqu'au bout et jusqu'à la satisfaction de leurs revendications légitimes, à savoir le paiement des indemnités depuis le début de saison (novembre 2018) jusqu'à février 2019», ont-ils écrit. Le match CSMBB Ouargla - IR Bordj Bou Arréridj est le seul à avoir été maintenu, les Bordjis ayant effectué le déplacement avant que la 18^e journée ne soit reportée.

Championnat arabe scolaire (handball) L'EN affrontera l'Egypte en filles et l'Arabie saoudite en garçons

LES SÉLECTIONS algériennes scolaires de handball, filles et garçons, affronteront mercredi au Caire, respectivement leurs homologues d'Egypte et d'Arabie saoudite, selon les résultats du tirage au sort du championnat arabe scolaire de handball et de tennis de table (cadets) qu'abrite l'Egypte du 4 au 12 mars courant. Les handballeuses algériennes disputeront leur match à partir de 15h00 algériennes au niveau de la salle couverte du stade du Caire, alors que leurs compatriotes garçons joueront le leur en soirée à partir de 19h00 algérienne (20h00 locales). Le tournoi de handball débute ce mardi soir, juste après la cérémonie d'ouverture du championnat arabe, avec le déroulement du premier match entre l'Egypte et les Emirats arabes (garçons) à 18h00 locales. Jeudi, l'équipe masculine algérienne affrontera son homologue émiratite (15h00 algériennes). Le lendemain vendredi, les handballeuses algériennes se mesureront à l'Egypte «A» (13h00 algériennes), alors que chez les garçons l'Algérie rencontrera l'Egypte à partir de 19h00. Après la journée de repos

(samedi), l'Algérie jouera dimanche (17h00) face à la Palestine en garçons. La dernière journée est programmée pour mardi 12 mars et verra l'équipe masculine algérienne de handball affronter le Liban à partir de 14h00. En tennis de table, la paire algérienne Abdelbasset Chabchi - Meziane Belabbès affronte ce mardi la paire saoudienne Firas Aouadji - Salem Soulem. L'Algérie prend part aux Championnats arabes scolaires de handball et de tennis de table des cadets, avec 41 athlètes dont 20 filles, avec l'objectif de jouer les premiers rôles, selon la Fédération algérienne du sport scolaire (FASS). En handball, la sélection algérienne est représentée par 31 joueurs dont 15 filles, alors qu'en tennis de table, 10 pongistes dont 5 filles ont effectué le déplacement en Egypte. Les deux sélections sont conduites par six entraîneurs dont quatre en handball, à savoir Ghennai Abdelmalek, Chikh Abderrazak, Ali Khoualdia et Nasreddine Ait-Chaouk auxquels s'ajoutent les deux coaches de tennis de table, Gouami Benmira et Amar Bayou.

Basket-ball / Nationale 1 messieurs (18^e journée) Le CSMBB Ouargla bat l'IRBB Arréridj

LE CSMBB Ouargla s'est imposé devant l'IR Bordj Bou Arréridj sur le score de 67 à 57, en match comptant pour la 18^e journée du Championnat d'Algérie de basket-ball, Nationale 1 messieurs, disputé mardi. Les autres rencontres de la 18^e journée ont

été reportées à une date ultérieure suite à la grève des arbitres qui ont lancé un mouvement de contestation à partir du 2 mars, pour exiger leurs indemnités gelées depuis le début de la saison en cours, indique une lettre ouverte du corps arbitral.

Equipe nationale

Chita forfait pour la CAN

■ C'est encore un coup très dur que le sélectionneur national, Djamel Belmadi, encaisse avec la grave blessure qui a frappé un des cadres de la sélection, à savoir le défenseur Chita.



L'absence de Chita influera sur l'EN

Par Mahfoud M.

En effet, Chita a été blessé au genou gauche lors du derby perdu à domicile face au Paradou AC (1-2), et devrait être opéré, faisant que sa saison est pratiquement terminée. Le joueur de l'USAM avait passé une IRM (Imagerie par résonance magnétique) et celle-ci avait révélé «une lésion grave», d'où le possible recours à une intervention chirurgicale pour la soigner. Le défenseur des Rouge et Noir avait, rappelons-le, réussi à s'imposer avec les Verts lors des derniers matchs qu'il a disputés avec l'EN pour le compte des éliminatoires de la CAN 2019 qui se

dérouler en Egypte et pour laquelle l'équipe est déjà qualifiée. Malgré son jeune âge et son manque d'expérience, le jeune Chita a réussi à attirer les regards sur lui, montrant de réelles potentialités. Le coach des Fennecs sera donc dans l'embarras avec cette absence et devra trouver une solution avant la phase finale de la CAN. Dans ce cadre, on apprend qu'il se pourrait qu'il fasse appel au joueur Lekhal qui évolue en France en Ligue II avec Lens. Le sélectionneur de l'EN aura donc du mal à composer avec un groupe diminué avec les autres joueurs qui ne jouent pas avec leurs clubs, notamment les deux joueurs du club turc de

Fenarbace, à savoir Slimani et Benzia. Par ailleurs, le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, s'est enquis de la situation de l'attaquant de l'EN, Soudani, en marge de son déplacement au Qatar où il a eu à se rendre à l'hôpital d'Aspitar. Ce dernier, absent lors de la CAN et ce sera encore difficile pour l'EN, sachant qu'il est avec Slimani l'un des buteurs les plus en vue de la sélection nationale, ces dernières années, même si Bounedjah s'affirme maintenant comme le numéro un en pointe de l'attaque des Verts.

M. M.

Ligue de football professionnel Les clubs des Ligues 1 et 2 sommés de respecter l'éthique sportive

La Ligue de Football Professionnel (LFP) a sommé les clubs professionnels des Ligues 1 et 2 de respecter l'éthique sportive en cette fin de saison, au risque d'être sévèrement sanctionnés. «Est considérée comme responsable de tentative d'influence sur le cours du championnat, toute équipe senior qui au cours des cinq dernières journées du championnat n'aura pas aligné au moins huit joueurs ayant déjà figuré sur les feuilles de matchs des dix premières journées de la phase retour», a indiqué la LFP dans un communiqué diffusé mardi sur son site officiel. La LFP

a anticipé, en effet, cette pratique courante chez certains clubs, qui une fois leurs objectifs atteints ont tendance à finir la saison avec de jeunes joueurs, issus des catégories junior ou espoir. Une pratique courante même chez les clubs relégués en Division inférieure et qui, dès la confirmation de cette descente, ont tendance à vivre une importante saignée qui les oblige à terminer la saison avec de jeunes du cru. Un comportement susceptible de fausser complètement l'issue du championnat, car confrontés à des jeunes inexpérimentés, les adversaires de ces clubs ne

trouvent généralement aucune difficulté à s'imposer, et même à soigner leur goal-average. L'article 119 du règlement des championnats professionnels interdit formellement cette pratique, et aujourd'hui que les championnats des Ligues 1 et 2 touchent à leur fin, la LFP a tenu à rappeler cette disposition aux clubs. «Le club contrevenant sera sanctionné conformément aux dispositions prévues par le code disciplinaire en vigueur», a averti la Ligue, précisant que «la commission de discipline veille déjà à surveiller d'éventuelles infractions de ce genre».

Ligue 2

La 25^e journée reportée à mardi

La 25^e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis, initialement programmée pour samedi, a été décalée au mardi 12 mars, à l'exception de la rencontre NC Magra-JSM Béjaïa, fixée à mercredi, a annoncé la Ligue de football professionnel.

La JSMB pourra ainsi bénéficier d'une journée de repos supplémentaire en raison du déroulement, samedi, de sa rencontre aller face au Paradou AC pour le compte des quarts de finale de la Coupe d'Algérie, précise mardi la même source. A l'issue

de la 24^e journée de Ligue 2, le NC Magra occupe la première place avec un total de 44 points, devant le duo ASO Chlef - US Biskra qui compte 4 unités en moins.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sahara occidental/France/Maroc

Le Front Polisario condamne l'annulation du concert à l'IMA de l'artiste sahraoui Aziza Brahim

Le Front Polisario a condamné mercredi l'annulation du concert de l'artiste-interprète sahraoui Aziza Brahim programmé le 10 mars à l'Institut de monde arabe (IMA) dans le cadre du festival de musique Arabofolies. La décision de l'annulation de ce concert a été annulée, selon un communiqué de la représentation du Front Polisario en France, « suite aux pressions marocaines et privées émanant du Maroc ». « Le directeur de l'IMA n'a semble-t-il pas été en mesure de résister à ces fortes pressions marocaines, à la fois politiques et financières », a expliqué le communiqué. Pour lui, cette annulation jette un voile sur cette institution « incapable de défendre son indépendance culturelle, qui aura beaucoup de mal à s'effacer », soutenant que derrière l'ambassade du Maroc à Paris, des acteurs culturels privés marocains ou proches du Maroc, « se sont donc mis au service du Mahkzen et de ses va-t-en-guerre pour empêcher une expression culturelle sahraoui ». « Comment ne pas s'étonner, qu'un pays comme la France, qui a construit sa modernité sur les libertés d'expression, de conscience, tolère de telles pressions », s'est-il encore inter-

rogé, soulignant que l'annulation du concert « contredit la promotion de la culture et de la paix ». « Elle souligne que de telles pressions manifestant intransigeance et violence sont exercées alors que l'envoyé personnel des Nations unies pour le Sahara occidental, est en train de préparer un deuxième round de rencontres entre le Front Polisario et le Maroc, avec le soutien du Conseil de sécurité pour tracer les chemins d'une solution politique respectueuse du droit international », a-t-on ajouté. La décision de l'IMA a été précédée, rappelle-t-on, par une autre décision du centre Georges-Pompidou qui avait annulé une présentation culturelle et artistique évoquant le Sahara occidental et son peuple. « Nous ne sommes pas loin de ce qu'on pourrait appeler une politique de "chasse aux sorcières", pratiquée par plusieurs institutions culturelles françaises empêchant tout ce qui peut faire connaître en France le Sahara occidental, son peuple, sa culture », a estimé la représentation du Front Polisario en France, s'interrogeant sur le prix de « l'amitié » ou des « intérêts » que la France entretient avec le Maroc.

R. M.

À cause de la grève des arbitres

La Fédération de basket reporte les compétitions du week-end

LA FÉDÉRATION algérienne de basket-ball (FABB) a annoncé mercredi le report de toutes les compétitions prévues ce week-end, dont les Championnats de Nationale 1 (messieurs et dames), sans préciser les motifs du report, alors que les arbitres sont en grève.

Ce report des compétitions nationales, intervient suite à la grève des arbitres qui ont lancé un mouvement de contestation le 2 mars dernier, pour exiger leurs indemnités gelées depuis le début de la saison en cours, indique une lettre ouverte du corps arbitral. Le président de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB), Ali Slimani, a appelé mardi le corps arbitral, à « patienter » jusqu'à l'assemblée générale ordinaire (AGO) pour trouver une « solution définitive » à ses revendications. « Les arbitres contestataires sont dans leur droit. Ils revendiquent leur argent. J'ai rencontré le représentant des officiels et je lui ai proposé de payer 50% des indemnités avant la fin de la semaine, dans le but de ne pas perturber le calendrier des compétitions », a déclaré Slimani à l'APS, au len-

demain du report de la 18e journée du Championnat d'Algérie de Nationale 1 messieurs, initialement prévue mardi, à une date ultérieure à l'exception du match qui a enregistré la victoire du CSMBB Ouargla devant l'IR Bordj Bou Arréridj (67-57). « Nous avons démarré la saison dans des conditions très difficiles et plusieurs clubs ne se sont pas encore acquittés de leur cotisation, dont une grande partie servira, entre autres, à payer les arbitres », a-t-il expliqué, assurant que ce « problème sera complètement réglé lors de l'AGO » prévue le 14 mars à Alger.

Pour leur part, les officiels sont « déterminés à aller jusqu'au bout et jusqu'à la satisfaction de leurs revendications légitimes », à savoir le paiement des indemnités depuis le début de saison (novembre 2018) jusqu'à février 2019, ont-ils écrit. Prévue initialement le 2 mars, l'assemblée générale ordinaire (AGO) de la FABB a été reportée au 14 mars à la salle de conférence du Complexe olympique Mohamed Boudiaf.

Racim S.

Le pouvoir d'achat des Algériens



Djalou@hotmail.com

Marches du 1^{er} mars

60 personnes inculpées, dont 17 écrouées à Alger

■ Soixante personnes ont été inculpées parmi les individus arrêtés, dont 17 ont été écrouées, suite à des actes de vandalisme enregistrés à la fin des manifestations qu'a connues Alger vendredi 1^{er} mars 2019, indique mercredi un communiqué du parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed.

Par Kader F.

« Conformément à l'article 11 alinéa 3 du Code de procédure pénale, modifié et complété, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (cour d'Alger) informe l'opinion publique que les manifestations qu'a connues Alger le vendredi 1^{er} mars 2019 se sont déroulées pacifiquement et sans incident particulier », note la même source. La parquet précise qu'« un

groupe de personnes, ayant profité de la situation, s'est adonné, à la fin des manifestations, à des actes de vandalisme, ce qui a engendré plusieurs blessés parmi les policiers, la dégradation d'édifices publics et de propriétés privées, tout en enregistrant des actes de vols ». L'intervention « énergique » des services de l'ordre a permis la « sauvegarde » des biens et des personnes et s'est soldée par l'arrestation de plusieurs personnes. « Après l'arrestation des

auteurs et l'enregistrement des plaintes des victimes, la police judiciaire a procédé, lundi 4 mars 2019, au déferrement des personnes arrêtées devant le parquet de la République. Celui-ci a retenu contre 60 d'entre eux des charges suffisantes d'inculpation et a saisi les juridictions compétentes des procédures engagées contre les inculpés dont 17 ont été écroués », conclut le communiqué.

K. F./APS

Bouira

Braquage d'un bureau de poste à Saïd Abid

UN GROUPE d'individus armés ont cambriolé mardi après-midi le bureau de poste de Saïd Abid, à quelques kilomètres à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Bouira, selon des sources

sécuritaires. Le groupe armé a pu s'emparer d'une somme de plus de 800 000 dinars algériens, ont précisé les mêmes sources. Aussitôt alertés par les citoyens et les responsables du bureau

de poste volé, les services de la Gendarmerie nationale ont enclenché une enquête pour élucider les circonstances exactes de ce braquage.

K. L.

Mascara

Deux morts et un blessé par électrocution

DEUX personnes ont été tuées et une autre brûlée par électrocution suite à un accident survenu mercredi dans la commune d'Aïn Fekkane à Mascara, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Le

chargé de la communication de la direction de la Protection civile, le lieutenant Tahar Mehenni, a souligné que les victimes ont été atteintes par une décharge électrique d'une ligne à haute tension de 30 000 volts. L'accident

s'est produit au douar Ouled Benyakhrou causant la mort de deux personnes âgées de 31 ans. La troisième victime, âgée de 28 ans, souffrait de brûlures sur diverses parties du corps.

K. N.